

Togo : Autopsie de l'interview de Faure Gnassingbé à Jeune Afrique

« L'arrogance précède la ruine, et l'orgueil précède la chute »

Proverbes 16:18

Après vingt d'exercice d'un pouvoir usurpé de manière sanglante (plus de 500 morts selon un rapport de l'ONU), Faure Gnassingbé livre à *Jeune Afrique*, un bilan de son exercice du pouvoir . Dans le fond, cette interview est un Etat de la Nation togolaise. Il faut toutefois remettre à l'endroit les propos tenus. Il importe de les rapporter aux situations concrètes et aux faits que tous les observateurs peuvent constater. Ainsi, sur la réconciliation, le ton est à l'invective, l'exclusion de certains partis alors que ceux-ci demandent des garanties et des éclaircissements.

En guise d'avertissement au peuple, on assiste à la promotion des caciques du RPT et de ceux qui se sont rendus coupables de violations graves des droits de l'homme, la célébration d'événements qui divisent, le 13 janvier notamment..., le refus d'organiser un recensement électoral fiable et d'assurer la transparence du processus électoral.

Au regard de l'actualité des derniers jours, on peut dire en résumé que, Faure Gnassingbé annonce par ses dernières déclarations la clôture du jeu politique. Au sens véritable du terme. Car, au lieu de réformes structurelles du régime dictatorial mis en place par son père, et qui dirige le Togo depuis 1963, c'est de la poudre aux yeux que jette Faure Gnassingbé se paie de mots; il se livre des discours en guise de réformes : c'est à peu de frais.

On ne peut réconcilier un pays traumatisé sur l'oubli et le mensonge. Faure Gnassingbé joue... il s'amuse avec le destin de 5 millions de Togolais. Mais, combien de temps encore ce régime nous prendra t-il en otage ?
Le supporterions-nous longtemps ?

Voici l'interview de Faure Gnassingbé parue le 25/12/2006 dans Jeune Afrique et la réplique de la rédaction Letogolais.com

Jeune Afrique : S'il fallait d'un mot résumer vos vingt mois d'exercice du pouvoir, ce serait lequel ?

Faure Essozimna Gnassingbé : Apaisement. Après les tumultes et les violences qui ont suivi la disparition du général Eyadéma et qui ont accompagné l'élection présidentielle d'avril 2005, le Togo est désormais en paix et sans doute plus uni qu'il ne l'était. C'est ce dont je suis le plus fier.

LETOGOLAIS.COM : *De la poudre aux yeux, c'est ainsi qu'on peut résumer les vingt mois d'exercice d'un pouvoir usurpé par Faure Gnassingbé grâce à l'intervention de l'armée et un appui tacite de plusieurs chefs d'Etat de la CEDEAO. Il est vrai que ceci n'a été possible*

qu'avec le consentement d'une classe politique qui a oublié de s'unir pour une alternance coordonnée. Cependant, le pays réel n'est pas dupe. D'apaisement, c'est celui imposé par une armée ethnique qui a peur de perdre ses privilèges et maintient la population dans le dénuement, la peur et la pauvreté. La paix qui règne au Togo est précaire, car le dictateur est mort, mais la dictature est toujours là. Les hommes qui ont bâti ce système sont toujours aux affaires aux côtés de Faure Gnassingbé. Même ceux qui entrent dans la carrière aux côtés de Faure Gnassingbé ont pris rapidement le pli, à l'exemple de Bawara Gilbert. On retrouve autour de Faure Gnassingbé les hommes-clé qui étaient dans l'entourage de son père, Charles Debbasch, Moussa Barqué, Pascal Bodjona, sans compter avec les caciques du RPT y compris le nouveau Secrétaire général Easo Solitoki, etc.

Aucune réforme significative ou mesures politiques qui tranchent avec la dictature n'ont été prises d'autant plus que les lois de finance de 2005 et de 2006 privent de pouvoir la plupart des ministres, obligé de faire allégeance pour faire un simple voyage officiel. Le pays reste donc divisé. Il ne se reconnaît pas dans cette élite non légitime qui exerce le pouvoir par copinage, par les armes et la violence depuis 40 ans. L'unité est de façade. La gestion du pouvoir est toujours ethnique et clanique. Ainsi que le reconnaît du reste le rapport de l'ONU sur les événements survenus au Togo entre février et avril 2005.

JA : Vous attendiez-vous au décès de votre père ?

FEG : Absolument pas.

LTG : Dès l'été 2003, Gnassingbé Eyadéma est hospitalisé en Italie, dans un hôpital proche de Milan, le professeur Vigano diagnostique plusieurs pathologies graves. Il établit un pronostic très sombre. Il faut donc accélérer les préparatifs de la succession d'Eyadéma et aménager constitutionnellement le passage de témoin à Faure Gnassingbé. Bien informé, la Lettre du continent, N°432 du 9 octobre 2003 annonce qu' « avec l'assistance de son conseiller Charles Debbash, le Dictateur Eyadéma préparerait un nouveau "lifting" de la Constitution pour que Faure Gnassingbé Eyadéma puisse lui succéder. » Dès novembre 2002, dans un article intitulé, «L'atout Faure d'Eyadéma », letogolais.com (<http://www.letogolais.com/article.html?nid=539>) évoquait les manigances du dictateur pour imposer une succession dynastique. Mais Gnassingbé Eyadéma ne s'est guère résout à l'idée de sa mort prochaine, jouant les bravaches. A coup d'opioïdes forts, il s'est maintenu, s'efforçant de paraître en pleine forme. Cependant, ceux qui l'approchent savaient sa fin proche...Alors savait-il ou ne savait-il pas ?

JA : Le pouvoir vous est donc littéralement tombé dessus.

FEG : On peut le dire comme cela, oui.

LTG : Sachant la fin proche, mais refusant de l'accepter, Gnassingbé Eyadéma n'a guère eu le temps de donner une forme juridique à son projet de succession dynastique. En outre, mener à bien ce projet, était de reconnaître que les rumeurs circulant sur son état de santé étaient fondées. C'est dans un contexte de réflexion sur le timing de la mise en œuvre du projet de succession que Gnassingbé Eyadéma passa de vie à trépas, obligeant alors le clan à des bricolages juridiques pour installer Faure Gnassingbé au pouvoir. A ce sujet, le rapport de l'ONU conclut que « tout ce montage juridique marqué par la précipitation, la maladresse et l'improvisation est l'illustration de la prégnance d'une culture d'impunité et de violations des droits de l'homme. » Il souligne le rôle joué par Charles Debbasch dans ce montage. En réalité, c'est l'armée qui a amélioré son système d'usurpation du pouvoir par personne interposée. Avant ce fut le Père, aujourd'hui, c'est le fils et on ne s'est pas embarrassé des moyens. Il suffit d'annoncer les résultats que l'on

souhaite et le tour est joué. L'opposition non unie peut continuer à se plaindre, la caravane passe...

JA : Comment avez-vous vécu cette période ?

FEG : Il y a d'abord le temps nécessaire pour admettre la mort et faire son deuil. Jusqu'au bout, j'ai cru en un miracle, j'ai espéré une intervention divine qui ramènerait mon père à la vie. Il s'était tant de fois sorti de situations désespérées ! Et puis il a fallu affronter la réalité : Dieu l'avait rappelé à lui. Au même moment, il m'a fallu accepter de devenir moi-même président dans ce type de circonstances. Je crois que sur ce point, le conditionnement qui était le mien a joué un rôle déterminant. Nos amis comme nos ennemis, tout le monde prévoyait le pire, l'apocalypse pour le Togo après la disparition d'Eyadéma. Moi-même, j'avais en tête qu'une guerre civile était quasi inéluctable si la continuité n'était pas immédiatement assurée à la tête de l'Etat. J'ai donc dit oui. Pour donner une chance à la paix.

LTG : *« Le Général Gnassingbé Eyadema a dirigé le Togo pendant 38 ans, avec fermeté et dans le non respect de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et des pratiques démocratiques. Selon de nombreux observateurs nationaux et internationaux, son règne est marqué par une gestion ethnique et clanique du pouvoir et le recours systématique à la violence politique contre toute forme ou velléité d'opposition. » (Rapport de l'ONU août 2005)*

Avec l'aide d'une certaine France des réseaux souterrains pour assurer sa pérennité au pouvoir, il va transformer l'armée en armée tribale et développer une stratégie de guerre de basse intensité contre le peuple togolais et l'opposition (attentat de Soudou en mai 1992, assassinat de Tavio Amarin en juillet 1992, plus d'une trentaine de personnes précipités dans la lagune de Bè par les militaires en avril 1991, le massacre de Fréau Jardin, en janvier 1993, en plus des estimations de plus de 500 morts et des nombreux blessés et spoliés suite aux élections frauduleuses de 2005) ont rendu ainsi illusoire toute forme d'alternance pacifique ou par les urnes. Il a donc préparé ses héritiers et son clan politique à la guerre pour conserver le pouvoir. Les révélations de l'ex-ministre de l'intérieur Mr. Boko, aujourd'hui réfugié politique en Europe confirment ces analyses.

Ainsi que le reconnaît Faure Gnassingbé, les causes d'une guerre civile existaient en février 2005 à la mort de Gnassingbé Eyadéma. Par conséquent, tous les discours sur la nation togolaise unie et qui font de ce dernier le père de la nation sont battus en brèche. Si en 2005, la nation togolaise était si profondément divisée au point qu'à la mort de son président les risques de guerre civile existaient, il faut avoir un aplomb considérable pour affirmer aujourd'hui que cette même nation est unie et vit dans la paix. Sans que d'ailleurs, un geste significatif de repentance ou de sollicitation de pardon ait été fait. Faure Gnassingbé, en digne héritier de son père est dans l'imprécation et le faux-semblant. En fait, il n'avait pas le choix et n'entend pas pousser la démocratie au point de perdre le pouvoir.

JA : Si c'était à refaire ?

FEG : Je le referais. Même si je déplore les violences qui, hélas, ont assombri le processus de transition de février à avril 2005. Si je n'avais pas répondu présent à l'appel que les forces armées, puis l'Assemblée nationale m'avaient lancé, le pire était presque sûr.

LTG : *Errare humanum est, sed perseverare diabolicum ! Il est humain (dans la nature de l'homme) de se tromper, mais persévérer (dans l'erreur) est diabolique. Au reste, l'armée togolaise est en situation de rééditer ce qu'elle a fait entre février et avril 2005, puisqu'elle*

est dans la même configuration et que tous les officiers ayant pris part à cette équipée meurtrière contre le peuple togolais ont été promus.

JA : Votre élection, en avril 2005, a-t-elle été « calamiteuse » comme dirait Laurent Gbagbo en parlant de la sienne ?

FEG : A partir du moment où le sang a coulé, ce ne pouvait pas être une bonne élection. Je rappelle tout de même que je n'étais plus au pouvoir quand elle a eu lieu, que je ne l'ai pas organisée et que son résultat n'a pas été sérieusement contesté. Mais pour le reste, c'est vrai : quand la violence l'emporte sur le débat démocratique, on ne peut qu'être profondément déçu. Je suis sûr que nous ne répéterons pas ce gâchis la prochaine fois. Cette épreuve nous a servi de leçon.

LTG : *Faure Gnassingbé n'a pas été élu par les Togolais mais il a été choisi par une poignée de dignitaires de l'armée clanique togolaise. A l'instar de son père, il est président parce que les suffrages des bêtes sauvages ont remplacé ceux des hommes. Pince-sans-rire, Faure Gnassingbé affirme que les résultats de l'élection d'avril 2005 ne furent pas sérieusement contestés ! Il y eut pourtant plus de cinq cents morts identifiés au cours du processus électoral et le monde entier vit des militaires s'emparer d'urnes remplies en courant*

JA : Certains rapports d'enquête parlent d'un millier de morts...

FEG : Ces chiffres sont très largement exagérés, multipliés par trois ou quatre par rapport au nombre réel de victimes. Au-delà, nous devons nous pencher sur ce phénomène de violences récurrentes dans notre pays à chaque consultation électorale, de 1958 à 2005. Pourquoi ? Quelles sont les responsabilités ? Une commission a été créée dans ce but, qui doit bientôt entamer ses travaux.

LTG : *Les consultations électorales violentes avec leur cortège de morts sont l'apanage des Gnassingbé. Il n'y eut aucune victime en 1958. On ne déplore aucun mort lors des élections de 1958 qui virent la victoire des nationalistes. L'amalgame fait par Faure Gnassingbé est inacceptable. Le problème est simplement le refus de l'alternance par le clan au pouvoir, l'usage de la violence et la peur comme mode de conservation du pouvoir. Sur les responsabilités, elles sont connues. D'abord, celles des violences de la dernière période électorale. Leurs auteurs sont identifiés. Ensuite, tous les crimes commis par la dictature et demeurés impunis depuis 40 ans. Les auteurs et commanditaires sont aussi connus. Ces crimes ne resteront pas impunis ! Lorsque la communauté internationale joue le jeu de la transparence, les ingérences au nom de la démocratie sont possibles.*

JA : Etiez-vous préparé au métier de Président ?

FEG : Oui et non. Non, car je n'ai jamais anticipé. A aucun moment mon père ne m'a dit, ni à moi ni à quiconque : « Faure sera mon successeur ». Le pensait-il ? C'est probable. Mais il avait appris auprès d'Houphouët que désigner un dauphin de son vivant, c'est fatalement l'exposer aux couteaux des jaloux. Aussi a-t-il toujours gardé cette idée pour lui. Cela dit, je connaissais bien le pouvoir, son fonctionnement et ses contraintes, pour l'avoir côtoyé intimement depuis des années. J'ai été ministre et député. J'observais, j'évaluais, parfois je critiquais. La politique m'intéressait. Je n'étais donc pas un novice.

LTG : *La pratique du pouvoir, les postures, les propos et la manière dont il accède au pouvoir révèlent bien que Faure Gnassingbé a été à l'école de son dictateur de père qu'il n'a guère retenu les enseignements dispensés dans les universités qu'il prétend avoir*

fréquentées. Cette modernité dont il se prévaut n'est qu'un ornement du discours : son usage fréquent trahit bien plutôt un double langage et la duplicité. Le fait d'avoir été ministre et député dans une dictature ne présage en rien de la qualité de la gouvernance au service de la population.

JA : Dès le premier jour, vous vous êtes dit : « Lui, c'était lui. Moi, ce sera moi » !

FEG : Tout à fait. Ne serait-ce d'ailleurs que par modestie. Il aurait été présomptueux de ma part de vouloir copier le Président Eyadéma.

***LTG :** Il est manifeste que Faure Gnassingbé l'emporte sur son ascendant par la manière fracassante et sanglante dont il entre en carrière. Plus de 500 tués en pour accéder au pouvoir. Curieuse modernité ! La modernité se conjugue simplement dans la capacité moderne de s'approprier les recettes de l'Etat au point que le Conseil des ministres de l'Union européenne a choisi de repousser d'une année supplémentaire la décision finale de sortir le Togo de l'embargo pour déficit démocratique et mauvaise gouvernance.*

JA : Votre père a-t-il commis des erreurs, selon vous ?

FEG : Tout homme commet des erreurs et Eyadéma n'était pas Dieu. Mais je suis certain qu'un jour, au-delà des insultes et des blasphèmes, les historiens lui rendront l'hommage qu'il mérite. Cet homme fut un grand, un vrai bâtisseur.

***LTG :** En fait de bâtisseur, Eyadéma fut un grand démolisseur. Qu'a-t-il bâti au propre comme au figuré et qui rendra sa mémoire inoubliable aux Togolais. Peut-être un château à Pya, dans un environnement pauvre et misérable. L'eau et l'électricité ne sont même pas courantes dans la région natale du dictateur. Le régime de Gnassingbé Eyadéma a fait reculer le Togo prodigieusement et à dessein en arrière. Oui, c'est avec impatience que nous attendons le jugement du peuple et celui des historiens quand les choses auront été remises à l'endroit ! Les populations du nord du Togo sont les premières à se plaindre d'un système qui les rend dépendant et les empêche d'organiser normalement leur condition de vie autour d'un travail digne. Mais la peur, le système de clans et de délation restent puissant pour empêcher le citoyen de s'exprimer librement.*

*Trêve de plaisanterie ! En effet, ce que fut le régime Eyadéma nous est décrit dans le rapport de l'ONU : « non respect de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et des pratiques démocratiques ... gestion ethnique et clanique du pouvoir et le recours systématique à la violence politique... La violence a constitué un facteur permanent de l'histoire politique togolaise pendant le règne du Président Eyadema... La situation des droits de l'homme au Togo... se traduit par des exécutions extrajudiciaires, des arrestations arbitraires, des actes de torture, des menaces et des actes d'intimidation perpétrés par les forces de sécurité togolaises contre la population civile notamment les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes, les représentants syndicaux et les militants et les dirigeants des partis d'opposition.» **Bâtisseur, et homme de paix vous avez dit !***

JA : Le dialogue intertogolais, qui a débouché en septembre 2006 sur la mise en place d'un gouvernement d'union nationale dirigé par un premier ministre issu de l'opposition,Yawovi Agboyibo, a été un succès. A qui l'attribuez-vous ?

FEG : En premier lieu aux Togolais eux-mêmes. Ce sont eux qui ont fait pression sur notre classe politique afin qu'elle s'accorde sur un programme de gouvernement et mette au rancart ses déchirements internes. L'opposition a réagi de manière intelligente, en

abandonnant la stratégie de l'affrontement qui était la sienne sous Eyadéma. De mon côté, j'ai fait savoir que l'ouverture était totale. Enfin, dans la phase finale, le rôle de facilitateur joué par le président Blaise Compaoré a été déterminant. Il connaît très bien les politiciens togolais et il a su leur parler. Je n'oublie pas non plus la Communauté de Sant' Egidio, qui a organisé la première rencontre directe entre Gilchrist Olympio et moi-même.

LTG : *Faure Gnassingbé est satisfait : il a le sentiment de l'avoir emporté en mystifiant l'établissement politique de l'opposition. Qu'il se détrompe. Les Togolais dans leur quasi-unanimité ne souffrent plus ce régime, ce parti, le RPT, et ces gens qui leur ont fait tant de mal. Donnez leur seulement les moyens et l'opportunité d'exprimer leur sentiment ! Ce dialogue intertogolais n'a été qu'un arrangement politique et demeure en deçà des attentes des Togolais et des enjeux démocratiques. Du reste, la mise en œuvre des résultats de ce dialogue se fait avec beaucoup de réticences et de mauvaise foi de la part du RPT ; il en est ainsi du processus électoral qui se déroule dans une opacité totale et de manière susceptible d'assurer la transparence et l'équité. Il faut espérer que l'Union européenne enverra des personnalités sérieuses et n'ayant pas d'intérêts avec les ex-puissances coloniales ou les caciques du régime pour qu'en la reprise du dialogue avec les partenaires au développement se fasse avec des chances de profiter réellement à la population togolaise dans son ensemble. Il faut une équipe de personnalités neutres, indépendantes pour refonder les institutions du pays*

JA : **Comment considérez-vous cet opposant historique à votre père ?**

FEG : Gilchrist Olympio fait partie de l'histoire du Togo. Il fut un opposant résolu, c'est vrai. D'abord, par sentiment de vengeance personnelle, puisqu'il attribue l'assassinat de son père, le président Sylvanus Olympio, au général Eyadéma. Son combat a ensuite été dopé par le processus démocratique des années quatre-vingt-dix et son parti est devenu un acteur important sur la scène politique. Depuis le 5 février 2005, le président Eyadéma n'est plus de ce monde. A Gilchrist de démontrer, par ses actes et par ses paroles, que ce qu'il recherche est le bien du peuple togolais et non pas l'assouvissement d'une vengeance désormais sans objet. Depuis la signature de l'accord politique global, auquel hélas il n'a pas cru bon d'assister, le Togo évolue au sein d'un climat politique moderne et consensuel. Pourquoi Gilchrist s'obstine-t-il dans une culture archaïque de la défiance ? Pourquoi ne vient-il pas ici, à Lomé ?

LTG : *Gnassingbé Eyadéma, revendiqua en 1963, face à des journalistes étrangers, qu'il était l'assassin de Sylvanus Olympio. Les preuves existent toujours de cette revendication ; elles n'ont pas été inventées par Gilchrist Olympio. Quel paradoxe : Faure Gnassingbé, qui demande à Gilchrist Olympio d'apporter des preuves de son patriotisme. En réalité, tous ceux qui sont rentrés ont fini par se faire phagocyter par le système. Il suffit de voir l'actuel gouvernement et se demander de quelle opposition, même modérée, peuvent se réclamer ceux qui ont choisi de rejoindre un système qui distribue à qui veut bien le soutenir...*

JA : **Pour sa sécurité, dit-on...**

FEG : Ce n'est pas sérieux. M. Olympio s'est rendu pendant quatre jours à Lomé en avril dernier et il ne lui est rien arrivé. Nul ne le menace. S'il souhaite réellement travailler pour le peuple, qu'il vienne donc vivre au milieu du peuple.

LTG : *Les arguments de Faure Gnassingbé sont spécieux. Depuis 1963 que cette famille fit irruption sur la scène politique togolaise, ce sont attentats, meurtres et disparitions qui jalonnent l'histoire politique du Togo. A ce jour, aucune enquête sérieuse n'a été entamée sur tous ces crimes d'Etat et celles qui ont été faites n'ont jamais publié un rapport*

acceptable selon les standards internationaux ; leurs auteurs et leurs commanditaires dont Faure Gnassingbé sont toujours en liberté. Impunis, ils peuvent recommencer à tout moment, si une parcelle de leur pouvoir était vraiment contestée. Depuis 40 ans, que le RPT dirige le Togo, il a conduit le pays, sur la voie de la paupérisation extrême. Le bien-être des Togolais n'a jamais été le souci de Gnassingbé père encore moins celui de son fils et de la junte qui dirige ce pays comme un patrimoine privé. Si le contraire est vrai, que Faure Gnassingbé nous présente une réalisation économique ou sociale accompli dans l'intérêt du peuple par ce régime ! En réalité, la menace n'est pas d'aller au Togo. C'est d'y rester car le système s'organise pour bloquer toutes les formes d'indépendance financière... ce qui bien sûr conduit tout un chacun à s'aligner sur le système en place... Il ne faut pas oublier les pouvoirs occultes...

JA : Le problème, c'est cette succession aux allures un peu dynastiques. A un Gnassingbé succède un autre Gnassingbé. A ses yeux, vous n'êtes pas légitime...

FEG : M. Olympio pense à l'évidence détenir le monopole de la légitimité. Cette rigidité pose d'ailleurs problème à ses collègues de l'opposition, qui ne lui reconnaissent pas ce droit autoproclamé. S'il souhaite parvenir au pouvoir, c'est à l'intérieur de l'espace démocratique togolais qu'il doit s'inscrire, pas à l'extérieur.

LTG : Avec cynisme, Faure Gnassingbé suggère à M. Olympio de s'inscrire à l'intérieur de l'espace démocratique... caractérisée, on le sait par l'impunité, la violence. Il règne au Togo une insécurité juridique. Quoi qu'en dise Faure Gnassingbé, le système et les hommes mis en place par son père sont toujours là. L'armée est toujours aussi forte et constitue le pilier du régime. Les hommes ayant dirigé la répression contre les civils lors des élections d'avril 2005 sont à la tête de leur unité. Certains ont même été promus et décorés. Toutes les institutions sont aux ordres. C'est grâce à ce système dictatorial que Faure Gnassingbé a été porté à la tête de l'Etat et non par la volonté libre du peuple.

JA : Ce qui signifie que les membres de son parti, l'Union des forces du changement (UFC), sont toujours les bienvenus au sein du gouvernement, à condition bien sûr qu'ils cessent de le boycotter ?

FEG : Absolument. La porte est ouverte.

LTG : En déclarant fantaisiste, certaines exigences de l'UFC, Faure Gnassingbé, chef de la junte qui dirige le Togo a refermé la porte d'entrée au gouvernement de ce parti. A la lumière des propos prononcés lors de la clôture du congrès du RPT, on peut conjecturer sans risque de se tromper que la question de l'entrée au gouvernement de l'UFC est une affaire du passé. Ainsi que le confirme Patrick Lawson de l'UFC qui estime que ; « nous avons toujours recherché de disposer des postes de souveraineté et des postes techniques susceptibles de nous permettre de contribuer réellement à la transparence des futures élections, à la sécurité des populations et à la sécurisation de ces mêmes élections. Voilà les raisons pour lesquelles, nous n'avons pas jusqu'alors répondu à l'offre de strapontin qui nous a été faite. Nous n'attendons donc de personne des supplications pour entrer au gouvernement mais des actes qui puissent rassurer nos populations. Après la provocation de lundi, le débat est bien clos ».

En réalité, il est clair que le gouvernement est considéré comme une mangeoire où l'éthique n'a pas sa place. Il est clair que le Togo a encore quelques personnalités dans les partis comme dans la Diaspora qui estiment qu'il vaut mieux ne pas composer avec un régime où l'arbitraire a été érigé en norme de gouvernance. Il ne s'agit pas de boycotter mais de

préserver les chances futures d'un Togo où règnera la démocratie, la transparence, le respect des droits humains et la liberté.

JA : Cela aurait pu déjà être le cas si vous aviez donné à l'UFC le poste de Premier ministre, ainsi que l'exigeait Gilchrist Olympio...

FEG : L'accord politique global ne stipule nulle part que ce poste revienne de droit à l'UFC. Il nous a semblé que Me Agboyibo, qui était le coordonnateur de l'opposition pendant la période électorale, était le mieux placé pour représenter non pas une partie, mais toute l'opposition togolaise.

LTG : *Si un dialogue politique s'est déroulé entre les oppositions et le pouvoir RPT, c'est en raison de l'illégitimité du régime actuel. Ce dialogue devait aboutir à un réel partage du pouvoir et à la définition des conditions d'une collaboration entre les acteurs politiques en vue de jeter les bases d'un Etat de droit, et de créer les conditions pour des élections législatives transparentes. L'enjeu de l'accord politique est l'établissement d'un consensus pour mener à bien le processus de transition. Or, il n'en est rien. Le gouvernement actuel est dominé par le RPT, les marges de manœuvre du premier ministre sont très étroites. Car, Faure Gnassingbé considère comme une faveur octroyée à l'opposition les postes qu'il occupe.*

*C'est le sens de son discours prononcé au congrès du RPT : « Il n'est jamais facile de se priver. Mais partager, c'est se priver. Nous avons gagné les élections présidentielles et nous avons invité les partis frères à rentrer au gouvernement avec nous. Au début, comme toujours, les gens sont sceptiques. Alors, on nous a envoyé une plate-forme politique. " Si vous n'acceptez pas cette plate-forme on ne vient pas " On a attendu, discuté puis finalement on s'est dit : "démarrons on verra bien ce qui va se passer après". Nous avons travaillé avec le Premier ministre Edem Kodjo...avec le PDR et certains issus de ces mouvements politiques nous ont rejoints. Et puis, on a fait le dialogue. Les difficultés sur chaque question : la réforme de l'armée, l'impunité, les réfugiés. On dit gouvernement d'union. D'accord ! Cela a duré seulement deux secondes pour qu'on se mette d'accord. Pourquoi ? Tout le monde veut rentrer au gouvernement. Oui, oui. On souhaite rentrer au gouvernement. Nous avons continué, nous avons signé l'accord. On s'est dit puisqu'il n'y a que huit mois pour aller aux élections, ce n'est pas la peine de changer le Premier ministre. On peut juste aller aux élections rapidement. On dit non non non. Si on ne change pas de premier ministre, ça n'ira pas. **Tout le monde voulait, en fait, venir au gouvernement, tout le monde voulait participer à la fête. Je m'en réjouis mais je dis seulement que cela, c'est aussi à l'actif du RPT. C'est un signe de maturité où nous ouvrons pour assembler plus large.** »*

En clair, la participation au gouvernement de Faure Gnassingbé relève de la politique du ventre. Ce que refuse l'UFC, exigeant non pas seulement des postes mais de préciser les conditions et les termes d'une collaboration avec le RPT. Lors de la signature des fameux « accords de Ouaga », rien ne prouve que les accords verbaux aient été respectés. Il y a donc des personnalités africaines qui ne sont pas intègres...

JA : La « togolité » de Gilchrist Olympio a un moment été mise en doute sous votre père. Est-ce toujours le cas ?

FEG : Gilchrist Olympio est togolais, cela ne souffre pas de doute. Son père, Sylvanus Olympio, a été notre premier chef d'Etat et j'ai pensé que l'heure était venue de réhabiliter cette figure de l'histoire de notre pays, tragiquement disparue en 1963. Je n'exclus

personne, ni de notre mémoire collective, ni de notre présent politique. Il serait souhaitable que Gilchrist fasse de même.

LTG : *De quelle mémoire parle t-on ? De toute manière, un devoir de mémoire s'impose au Togo. Il se fera de toute nécessité ! Il est indigne d'associer la mémoire de Gnassingbé Eyadéma à celle de Sylvanus Olympio. Sylvanus Olympio fut le père de la Nation togolaise, alors que Gnassingbé Eyadéma en fut le fossoyeur, puisqu'au dire de son fils, à sa mort, les risques de guerre civile étaient grands !*

L'indignité est à son comble quand on songe que Faure Gnassingbé qui est entré dans la carrière politique de la manière dont on sait, coup d'Etat constitutionnel, coup d'Etat électoral, crime de masse, prétend réhabiliter Sylvanus Olympio. Faire du réductionnisme en croyant que seule la vengeance peut animer un parti politique relève de l'enfantillage.

TRANSPARENCE TOTALE

JA : **Des élections législatives sont prévues pour le 24 juin 2007. Cette date sera-t-elle tenue ?**

FEG : Nous ferons tout pour cela. C'est la mission essentielle du gouvernement Agboyibo et de la Commission électorale nationale indépendante.

LTG : *Au regard des tâches techniques nécessaires pour assurer un scrutin libre, transparent démocratique et ouvert à tous, les élections ne peuvent avoir lieu le 24 juin 2007. La loi électorale n'est pas encore connue des partis politiques, encore moins de la population. Il faut établir un fichier électoral fiable. La Cour constitutionnelle doit être recomposée. Le gouvernement doit régler la question de la sécurité lors des prochaines échéances électorales.*

Or, à ce jour, la situation est bloquée au niveau de la Commission électorale qui doit proposer un mode de recensement électoral en vue d'obtenir un fichier électoral fiable. En substance, le RPT ne veut rien faire pour aller dans le sens d'une grande transparence du scrutin...Le processus électoral est d'ores et déjà biaisé puisque le consensus n'existe pas au sein de cette autorité chargée d'organiser le scrutin. Elle n'a pu établir à ce jour un budget, ni un chronogramme du processus électoral. Il suffit d'accepter la venue de forces étrangères sous la supervision de l'Allemagne comme au Congo pour que la crédibilité de Faure remonte de manière exponentielle... Mais on est loin du compte !

JA : **Transparence totale ?**

FEG : Transparence totale. D'autant qu'il s'agit là du dernier des 22 engagements que le Togo doit remplir avant la reprise pleine et entière de la coopération avec l'Union européenne, le FMI et la Banque mondiale... C'est le plus important de tous. La clef de notre réintégration au sein de la communauté financière internationale. L'adieu définitif aux sanctions.

LTG : *Faure Gnassingbé a une notion très relative de la transparence, puisque son parti s'oppose à un recensement électoral qui a fait ses preuves et qui est soutenue par l'Union européenne. Le RPT et ses alliés évoquent des raisons financières et conjoncturelles. Arguments spécieux au regard des enjeux. Les sanctions sont les conséquences d'une mauvaise gouvernance, une grande corruption et surtout un déficit démocratique chronique. Les gestes allant dans le sens de la réparation des dégâts démocratiques ne sont pas légions... On peut donc légitimement douter de la volonté d'aller vers une transparence dite « totale ». Mais il ne faut pas être dupe. Transparence en politique togolaise signifie aussi*

l'élimination pure et simple de l'adversaire par les moyens les moins transparents... L'avenir nous éclairera sur ce que le système de Faure Gnassingbé aura choisi...

JA : Votre parti, le Rassemblement du peuple togolais, espère l'emporter. N'est-il pas un peu gênant, vous qui voulez être un chef d'Etat impartial, que vous en soyez le président ?

FEG : Ce n'est effectivement pas souhaitable à terme, mais il y a des urgences prioritaires. Le RPT a été fondé il y a 37 ans en tant que parti unique et il doit se réformer, accepter le débat en son sein – faute de quoi le débat se déroulera à l'extérieur, à ses risques et périls. Cela dit, j'ai confiance dans le RPT. Ce parti à qui on a souvent reproché d'être fermé démontre aujourd'hui qu'il peut travailler avec l'opposition. Désormais, dans des pays comme le nôtre, aucune formation ne peut prétendre gouverner seule. La gestion gouvernementale doit être plurielle.

LTG : *Le RPT n'est que la façade civile d'un pouvoir fondé sur la force et qui a utilisé la violence comme mode de conservation du pouvoir. Alors qu'on se plaint à parler de changement et de renouveau au RPT, on retrouve malheureusement au sein de cette formation, des pratiques qui prouvent qu'on est encore au temps du RPT parti unique, Parti Etat, au moment où les biens de l'Etat se confondaient avec ceux du parti. Ainsi pendant le congrès du RPT, on a remarqué un ballet de véhicules administratifs immatriculés « RTG » qui débarquaient des participants sur les lieux du congrès. On a même vu des camions de transport des FAT et même de la police débarquer les femmes au Palais des Congrès. Durant les trois jours les moyens de l'Etat ont été utilisés pour convoier les RPTistes. Au RPT on a gardé les réflexes du passé.*

Le renouveau dont on parle au RPT se fera avec un vieux baron à la tête du parti. Le nouveau Secrétaire Général, Easo Solitoki, n'est pas un inconnu. C'est un cacique du parti qui est du même acabit que le sortant Drama Dramani. Journaliste de formation, il a travaillé dans l'ombre du Général Président pendant plusieurs années. Il a été attaché de presse à la présidence de la République, Ministre de la Communication et attaché de cabinet à la présidence sous le général Eyadéma. Il est avec Natchaba de ceux que le RPT envoie au « front » quand il ne veut faire aucune concession à ses adversaires. L'homme a connu ses heures de gloire au décès de Gnassingbé Eyadéma, quand il présida en tant que président de la Commission des lois de l'Assemblée, les mémorables sessions du coup d'Etat constitutionnel. Voilà le parti qu'on dit en pleine réforme et renouveau ! En réalité, il est question de manière conjoncturelle de créer soit un nouveau RPT élargi sous la forme d'un mouvement d'union d'appui au président togolais...

JA : Votre style est évidemment très différent de celui de votre père. Pour les Togolais habitués à l'omniprésence autoritaire d'Eyadéma, votre discrétion n'est-elle pas un peu excessive ?

FEG : Certains me le reprochent et estiment que je manque de visibilité, effectivement. Faudra-t-il que je trouve un juste milieu ? C'est possible, mais ne je n'en suis pas si sûr. Ce décalage dont vous parlez est avant tout dû au fait que nous sommes passés d'un système où nous attendions tout du chef à un système où la décision est partagée. Au-delà du changement de personne à la tête de l'Etat, c'est une vraie révolution.

LTG : *Le régime togolais est une dictature qui se dénote différemment sous Faure Gnassingbé. La dictature ainsi que le définissent les historiens et les spécialistes de la science politique est un régime politique où un homme seul, parfois un groupe d'hommes (parti, caste, armée, groupe religieux...) exerce le pouvoir, généralement sans limite légale ou*

constitutionnelle, soit que la loi ou la constitution ne lui impose pas de limite, soit qu'il ne les respecte pas. Bien que pouvant parvenir au pouvoir dans des formes légales, le dictateur s'impose par la force, qu'il utilise aussi pour se maintenir au pouvoir. La dictature s'oppose à la démocratie, notamment par l'absence d'élections libres ou/et représentatives et la confusion des pouvoirs...Eyadéma instaura une dictature personnelle fondé sur un crime dont il assumait seul la responsabilité. Il en tira sa légitimité. Alors que Faure Gnassingbé est le chef d'une junte civile et militaire dont les membres assument collectivement les violences massives qui se sont déroulées entre février et avril 2005. La discrétion ne doit pas être confondue avec la non-transparence car c'est plutôt de cette dernière dont il est question compte tenu du manque de transparence dans les comptes du pays et la gestion des fruits de la croissance togolaise.

JA : Parmi les nostalgiques de l'ancien système, beaucoup n'arrivent ni à vous suivre, ni à vous comprendre. Pour ces orphelins d'Eyadéma, vous allez trop vite et trop loin. En avez-vous conscience ?

FEG : Tout à fait. Je sais que certaines personnes aimeraient que je sois plus tranchant, plus autoritaire, plus traditionnel. Je les entends, mais je crois qu'ils se trompent. Moi, j'écoute tout le monde et je décide ensuite. Le monolithisme n'est plus de mise au Togo.

LTG : Les Togolais sont toujours dans l'attente de constater ces changements dont se vante Faure Gnassingbé. Ils ne se contentent pas de belles paroles qui sonnent creux ! Bref, il s'agit d'un monolithisme élargi puisqu'il est suggéré à la plupart des oppositions dites modérés de venir grossir les rangs du RPT tout en gardant leur soi-disant autonomie...

HEURES DE GLOIRE ET MOMENTS SOMBRES

JA : Votre père avait un sens très politique de la générosité. Rares, dit-on, étaient les visiteurs de sa résidence de Lomé 2 – et il en a reçu des milliers, de tous horizons et de toutes conditions – qui en repartaient les mains vides. Avez-vous mis un terme à cette technique de pouvoir ?

FEG : Ecoutez. La redistribution des richesses est en soi une bonne chose. Mais je suis intimement convaincu qu'elle doit procéder du travail, lui-même fruit du développement et non l'inverse.

LTG : Pour parler de la générosité de Gnassingbé Eyadéma, François Soudan doit en savoir quelque chose. Cette connivence entre Jeune Afrique (jeune a fric) et les potentats africains est de notoriété. Le Gri-Gri international a publié une enquête sur le financement du groupe Jeune Afrique l'intelligent (Jai). Preuves à l'appui, le bimensuel satirique cite les sommes versées par chaque pays africain pour s'adjuger les faveurs éditoriales de Jai.- l'Intelligent. Ce dernier, pour arrondir ses fins de mois, propose à certains dirigeants africains des « contrats de communication » (sic) dont les montants varient entre 300 000 euros et 3 millions d'euros. En échange, le journal s'engage à faire paraître chaque année plusieurs articles élogieux sur ces personnalités au pouvoir et sur la merveilleuse gestion de leur pays. Ainsi, on apprend que de grandes démocraties qui ont manifestement de l'argent à foison comme le Cameroun, l'Algérie, le Maroc, les Comores, la Guinée ou le Gabon ont versé leur « obole » afin de redorer leur blason dans Jeune Afrique - l'Intelligent <http://www.legrigri.net/PDF/No27/No27Complet.pdf>

Que « Jeune Afrique l'Intelligent » ait gagné quelques budgets publicitaires auprès de régimes amis, on s'en doutait évidemment. La tonalité toujours bienveillante de certaines enquêtes ne pouvait s'expliquer que par l'aide massive que JA recevait de quelques potentats ou chefs d'Etat africains.

Jeune Afrique l'intelligent a signé pour près de six ou sept millions d'euros de contrats publicitaires avec des régimes amis. Et cela en deux ans. Ainsi le Rwanda s'engage à verser 350 000 dollars américains, la Guinée 800 000 euros, le Cameroun 1 000 000 euros, les petites Comores seulement 250 000 euros, le Togo 380 000 euros et Omar (Bongo), le plus généreux de tous avec ses amis français de la vraie presse, pas moins de 2.900.000 euros. Un article du Canard Enchaîné daté du 08/06/94) dénonçait déjà J.A. comme le "spécialiste des dossiers de pub politique". Et ajoute, concernant une commande à la gloire du Togo : "A croire que cirer les pompes du général Eyadema, un peu massacreur sur les bords, ne gêne en rien les dirigeants de Jeune Afrique. Des récidivistes, d'ailleurs". Cela n'empêche pas le journal de se consolider. Avec une diversification entamée dans les années 80, le groupe J.A est aujourd'hui fort de trois titres : Afrique Magazine, Economia et Jeune Afrique rebaptisé L'Intelligent). En 1999, la lettre du SPPMO parlait de 148 millions de FF de chiffre d'affaires annuel. Tant pis pour les détracteurs.

Au-delà de la polémique, il faut constater que la plupart des industries et services du Togo sont bradés à vil prix à des sociétés extérieures qui peinent à les faire fonctionner et surtout à créer des emplois. Comment alors croire à la volonté réelle de création d'emplois si l'approche adoptée est justement de tout céder sans considération pour les travailleurs et travailleuses togolais ?

JA : Vous souhaitez réconcilier le Togo avec sa propre histoire. Toute son histoire ?

FEG : Toute son histoire. Une histoire dont nul n'est propriétaire et qui est faite de succès et d'échecs, de blessures et de douleurs. Une histoire qu'il faut prendre dans sa globalité, sans retenir ce qui arrange et oublier ce qui gêne. Pouvoir comme opposition, chacun a connu ses heures de gloire et ses moments sombres.

LTG : *Qu'à cela ne tienne ! Mais les priorités des Togolais sont d'abord la lutte contre l'impunité qui est le socle sur lequel prospère le régime Gnassingbé. Le temps de l'histoire viendra et toutes choses seront remises en place. Tous les régimes dictatoriaux n'ont pas échappé au devoir de mémoire. Le tour du Togo viendra.*

JA : Quels gestes avez-vous accomplis en ce sens ?

FEG : Une messe commémorative a été célébrée à la mémoire de Sylvanus Olympio le 13 janvier 2006 et l'une des rues principales de Lomé a été rebaptisée à son nom. Tout cela était impensable avant.

LTG : *Curieuse conception que celle de la réhabilitation et celle du devoir de mémoire. On célèbre le forfait et la mémoire de la victime. En fait, c'est un double langage- à l'intention de la communauté internationale- par on prétend célébrer des mémoires alors qu'il s'agit d'un anniversaire de la forfeiture... le 13 janvier est un bon exemple...*

JA : La date du 13 janvier pose problème, puisque elle est aussi celle de la fête nationale.

FEG : Vous touchez du doigt toute la complexité de notre histoire. Si le 13 janvier 1963 fut pour certains un jour de deuil, ce fut pour nombre de Togolais une libération. C'est cette délivrance qui est célébrée ce jour-là, en aucun cas l'assassinat d'Olympio, dont nul ne saurait se réjouir.

***LTG :** Foncièrement, ce qui est mis en valeur, c'est la date du 13 janvier jour de l'assassinat de Sylvanus Olympio par un sergent revenu des guerres coloniales d'Algérie et d'Indochine, nommé Etienne Gnassingbé Eyadéma. Cette date fut aussi, nous dit Faure Gnassingbé, pour nombre de Togolais, un jour de libération. Voilà pourquoi, il faut continuer par célébrer cette date en organisant des défilés militaires. Ainsi, pour ce 13 janvier 2007, les préparatifs vont bon train. C'est au prix de ces subtilités que la réconciliation se fera au Togo ! On ne peut que réconcilier que ceux qui veulent bien aller à la « mangeoire ».*

JA : Les barrages nocturnes de l'armée dans Lomé ont disparu, ce qui est une bonne chose. Mais l'insécurité a augmenté. Que comptez-vous faire ?

FEG : Je n'ai pas l'intention de remettre l'armée dans les rues, si c'est à cela que vous faites allusion. Par contre, je suis en train d'accroître les moyens et les effectifs de la police et de la gendarmerie. L'armée togolaise a été trop souvent critiquée pour avoir assuré des fonctions de maintien de l'ordre et de lutte contre la criminalité. A tort d'ailleurs : cela n'était pas son rôle, elle n'y était pas préparée et surtout, elle n'a pas agi d'elle-même, mais sous l'autorité du politique.

***LTG :** L'armée est le socle du pouvoir RPT. Faure Gnassingbé, et avant lui, son père dirige le pays parce qu'ils ont transformé l'armée en levier de leur pouvoir. La résolution de la crise politique togolaise passe avant tout par une réforme complète de l'armée (afin d'en équilibrer sa composition ethnique), ainsi que par le règlement de la question de l'impunité. La force et la culture de la violence constituent le « fondement de la pérennité du pouvoir RPT. En conséquence, le rapport de l'ONU recommandait : « le principe de la réforme démocratique en profondeur de l'armée doit constituer un élément central des négociations politiques ». A ce jour, la refondation de l'armée et les propositions alternatives faites par certaines personnalités de la Diaspora oeuvrant pour la refondation démocratique du Togo et pour qu'une partie de l'armée se consacre aux travaux d'infrastructure et de logistique n'ont pas été pris en compte.*

JA : Votre père était un militaire. Pas vous. Quelles relations entretenez-vous avec l'armée togolaise, dont on connaît la qualité, mais aussi l'esprit de corps ?

FEG : Celles d'un chef d'Etat avec une armée disciplinée et respectueuse des institutions. Les règles d'engagement des forces armées togolaises sont claires : c'est aux responsables politiques de décider quand, où et dans quelles conditions elles seront autorisées à sortir de leurs casernes.

***LTG :** A coup sur, l'armée togolaise est disciplinée, formée pour réprimer le peuple, instruite pour lutter contre un ennemi intérieur, le peuple togolais. En aucune manière, cette armée ne peut être qualifiée de républicaine ou de représentative du peuple togolais. Sur la nature et les caractéristiques de l'armée togolaise, beaucoup de choses ont été abondamment dites. Toutefois, le rapport de l'ONU sur les violences survenues au Togo entre février et avril 2005 fait autorité. Il établit un diagnostic juste. A ce titre, il constitue le document de référence. L'armée togolaise grâce à laquelle l'ancien Président a pu asseoir son autorité serait malgré sa composition multi-ethnique au niveau de ses structures et de sa hiérarchie particulièrement favorable aux officiers originaires du nord...La violence a constitué un*

facteur permanent de l'histoire politique togolaise pendant le règne du Président Eyadema... Cette situation se traduit par des exécutions extrajudiciaires, des arrestations arbitraires, des actes de torture, des menaces et des actes d'intimidation perpétrés par les forces de sécurité togolaises contre la population civile notamment les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes, les représentants syndicaux et les militants et les dirigeants des partis d'opposition. Concernant l'imputation de ces violations... elles seraient le fait de personnes appartenant à des forces de sécurité, à la gendarmerie et à des milices travaillant de concert avec celles-ci.

Entre février et avril 2005, « les forces de l'ordre en coordination avec des militants du parti au pouvoir, le RPT, ont déclenché des actions de riposte d'une grande violence. L'existence de commandos de l'armée chargés avec des véhicules préparés à cet effet non seulement d'écraser des manifestants et des militants mais également de ramasser et de faire disparaître systématiquement les cadavres, pour éviter entre autres un comptage des victimes par les services de secours.

La pérennité du régime, environ une quarantaine d'années, est généralement expliquée par deux instruments politiques: une gestion ethnique et clanique du pouvoir et l'instauration d'une culture de violence et de terreur. L'origine ethnique, notamment Kabyè, et l'appartenance ou l'allégeance au clan Eyadema, plus que toute forme d'idéologie politique ont constitué les critères fondamentaux de nomination aux postes les plus importants de l'appareil d'Etat et en particulier dans l'armée, l'appareil sécuritaire et les structures de gestion et de contrôle de l'économie.

FEUILLE DE ROUTE

JA : Lorsque votre père meurt, le 5 février 2005, qui décide de votre accession au pouvoir : vous-même ou l'armée ?

FEG : On ne se fait pas chef tout seul dit le proverbe. Je ne me suis pas levé au soir du samedi 5 février pour m'autoproclamer président. L'unique institution qui ce jour-là pouvait agir face au vide était l'armée. C'est elle qui m'a proposé le job. Mais cette démarche n'impliquait de ma part aucune sujétion.

LTG : Ce que révèle ainsi Faure Gnassingbé, c'est la nature désormais horizontale du pouvoir. Le Togo est dirigé par une junte avec deux pôles : civil et militaire. Faure Gnassingbé est à la tête du pôle civil qui, toutefois comprend en son sein des militaires. Parmi ceux-ci, deux hommes très influents, le lieutenant-colonel BALI WIYAO chef de corps du régiment commando de la garde présidentielle (RCGP) et le commandant Malibada Gnassingbé, Chef de la sécurité présidentielle. Kpatcha Gnassingbé assume sans complexe l'héritage du père et regroupe autour de lui toute la vieille garde de la dictature et les militaires qui ont dirigé voire commandité les violences massives avant, pendant et après les élections présidentielles. Il faut rappeler que le ministre de la Défense détient le portefeuille le plus important pour ce qui est des allocations budgétaires dans la loi de finance togolaise... Maintenant que le pot au rose a été découvert, il est difficile de retrouver la répartition des budgets par poste ministériel dans la dernière loi des finances 2007.

Il faut toutefois se garder d'opposer un pôle à l'autre. Ils s'équilibrent, mus par la conservation du pouvoir. Certes, Faure Gnassingbé a des velléités, non pas démocratiques, mais de paraître différent de son père. Cependant, il est bien vite rappelé à l'ordre par ceux qui l'ont fait roi et desquels il dépend pour se maintenir au pouvoir. C'est le sens de ses propos et du discours qu'il a prononcé lors de la clôture du congrès du RPT le 18 décembre dernier.

JA : Pourquoi avez-vous nommé votre propre frère aîné, Kpatcha Gnassingbé, au poste clé de ministre de la Défense ?

FEG : Parce qu'il est compétent et parce que l'armée togolaise ne lui est pas inconnue. Il a fréquenté un collège militaire et il s'intéresse depuis longtemps à ce secteur. Cela se passe bien.

LTG : *En réalité, Faure Gnassingbé n'a aucune prééminence sur son frère. Elle n'est que de façade et correspond à une distribution des rôles dans un intérêt partagé et bien compris qui interdit qu'un pôle l'emporte sur l'autre au risque de faire s'écrouler l'édifice et de perdre l'héritage. Le Togo est un patrimoine laissé en héritage aux Gnassingbé. Faure Gnassingbé n'avait pas le choix de décider de la place de Kpatcha dans le gouvernement. Au reste, les arguments invoqués pour justifier sa nomination au poste-clé de ministre de la défense est spécieux. « il a fréquenté un collège militaire et il s'intéresse depuis longtemps à ce secteur » (SIC !) Avec un tel curriculum, on peut trouver de nombreux togolais compétents et désireux de servir le pays.*

JA : A quand la fin des sanctions ?

FEG : Nous avons défini avec l'Union européenne une feuille de route que nous appliquons strictement. Je souhaite que la communauté internationale soit indulgente avec le Togo, qu'elle regarde les progrès accomplis et ne nous enferme pas éternellement dans des préalables. Une fois les législatives achevées, j'espère que l'UE retiendra sa parole comme nous aurons tenu la nôtre.

LTG : *Etrange ! pourtant, nous avons été amplement informés que l'Union européenne aurait souhaité reprendre sa coopération avec le Togo, mais qu'il existe des différences d'approche entre la commission et le conseil européen. Les débuts d'amélioration sont plus au crédit de ceux qui veulent s'assurer de l'utilisation des fonds. Un ministre avait même mis cette reprise de la coopération au crédit de Gnassingbé Eyadéma. Qu'apprend t-on toutefois, un discours d'espérance et un certain dépit sur les préalables. Ainsi, la vigilance de tous les pays membres du Conseil européen n'est pas baissée ! Au contraire, il semble qu'une certaine exaspération est en train de naître... et devrait s'accroître après les élections présidentielles françaises en 2007.*

JA : Ferez-vous personnellement campagne pour votre parti aux législatives ?

FEG : Probablement pas. Je me tiendrai au-dessus de la mêlée.

LTG : *Faure Gnassingbé ne peut faire le contraire puisqu'il n'a rien à offrir aux Togolais. Il n'est pas leur élu. Il ne peut avoir le courage d'affronter le peuple et de regarder ses concitoyens en face. Il a conscience de l'image que ceux-ci lui renverront. Et puis cet homme n'a pas la trempe de l'homme d'Etat, encore moins son géniteur qui a imposé sa volonté aux Togolais par l'arbitraire, la contrainte et la coercition. Se tenir au dessus de la mêlée alors que les élections présidentielles ont été usurpées accentue le problème de la légitimité.*

JA : La situation sociale et le niveau de vie des Togolais stagnent depuis quinze ans, s'ils ne régressent pas. Que faire ?

FEG : Comment à la fois apurer les arriérés de salaire, revaloriser les revenus et réduire le chômage en recrutant dans la fonction publique, le tout sans apport financier exogène ? C'est très difficile. Nous relançons la filière cotonnière, le phosphate et les cultures de rente. Nous faisons tout ce que nous avons à faire en matière de rationalisation des dépenses, de transparence et de bonne gouvernance. Peu à peu, je crois, les choses s'améliorent même si je sais que pour beaucoup de Togolais la vie est encore rude, trop rude.

***LTG :** La vie pour les Togolais est rude, trop rude parce que le pouvoir RPT a conduit le Togo dans un gouffre économique et social. Le Togo souffre depuis d'une gestion patrimoniale des affaires de l'Etat par une famille et sa clientèle. Il n'existe selon le FMI et la banque mondiale aucunes données statistiques fiables sur l'économie togolaise. A dessein, puisque cette carence permet une gestion mafieuse et une criminalisation de l'Etat(trafics en tous genres, drogues, armes etc,). Toutes les régies financières sont aux mains de fidèles ou de kabyè. La loterie nationale est dirigée par un kabyè, Kudjow-Kum PEKEMSI, les douanes et l'opérateur de téléphone mobile Togocel sont dirigés par BIDAMON Marc, la BTCL est dirigée par Yao Kanikatoua...Il suffit de lire les indicateurs sur la pauvreté et les choix douloureux des familles rurales pour choisir parmi leurs enfants lequel de doit aller à l'école pour comprendre que l'impact des Eyadéma père et fils sur la réduction de la pauvreté et inversement proportionnel à l'augmentation de la corruption dans le pays.*

JA : A quoi ressemblera le Togo dans dix ans ?

FEG : A un pays moderne et solidaire, totalement intégré dans l'espace ouest-africain et qui aura su profiter de ses avantages comparatifs. Les Togolais sont travailleurs, honnêtes, disciplinés, sérieux, éduqués. Le taux d'alphabétisation est ici le plus élevé de la région – un plus que l'on doit à Eyadéma. En termes de services, nous sommes idéalement placés pour desservir notre environnement géographique. Et puis, bien sûr, le Togo sera une démocratie exemplaire.

***LTG :** Indubitablement, le Togo sera une démocratie exemplaire et un pays prospère. Nous ne le devons pas aux Gnassingbé. Ceux-ci auront été un fléau qui s'est abattu sur nous. Par haine, ignorance , inculture, ils ont voulu nous précipiter dans l'abîme avec eux. Mais, le peuple dispose de ressources. Les Togolais ont un génie propre que ne peut vaincre la force brute. Ce génie est enfoui en chacun de nous, nous qui sommes les humains, nous qui sommes TOGOLAIS !*

Le Togo renaîtra de ses cendres et survivra à cette rage qui a voulu tout détruire depuis 1963. Il est permis de rêver mais ce ne sont pas le mode de gouvernance passé et actuel du clan de la dictature qui va mener le Togo vers ce rêve. Faut-il rappeler que le père avait rêvé d'une Suisse en Afrique...Mais en Suisse, la démocratie locale a un sens, est une réalité que les citoyens suisses expérimentent avec bonheur et sans gourdin et matraques ... la votation aussi... Au Togo, tout est travesti !

JA : Vos compatriotes vous reprochent parfois de trop voyager. Vous êtes rarement deux semaines de suite à Lomé...

FEG : Deux raisons à cela. Le choix de l'intégration africaine implique une multiplication de réunions au sommet, auxquelles la présence des chefs d'Etat est requise. C'est une période transitoire, mais indispensable. Et puis, j'ai moi-même un devoir de connaissance et de reconnaissance. Le rayonnement et la stature de mon père faisaient qu'on venait à Lomé rendre visite au doyen. Moi, j'arrive. C'est donc à moi de me déplacer, ne serait-ce que pour remercier tous ceux qui ont aidé le Togo pendant la période difficile que nous venons de vivre.

LTG : *Faure Gnassingbé est arrivé au pouvoir contre la volonté de ses concitoyens. Au terme de violences graves et massives en un laps de temps. Comment peut-il tenir en place dans un pays martyrisé où tant de familles pleurent encore leur mort, veulent savoir pourquoi on a tué leur fils ? Parce qu'ils portent le poids d'une certaine indignité, il ne peut aller à la rencontre des Togolais et en toute quiétude. Alors, partir en voyage est une manière de sublimer les peurs et les hantises ! En fait, les voyages ne posent pas trop de problème sauf que le coût est supporté par le contribuable togolais alors que les hôpitaux du Togo demeurent des mouroirs...*

JA : **Comment les chefs d'Etat africains vous ont-ils accueilli ?**

FEG : A bras ouverts. Ils savent que nous faisons notre possible pour mériter la confiance qu'ils nous ont accordé.

LTG : *Ce sont des semblables dans l'indignité ! Mérite-t-on une confiance où ne faut-il pas simplement laisser les urnes exprimer la volonté du peuple togolais ? Ou s'agit-il de la confiance du syndicat des chefs d'Etat ?*

JA : **Les divergences que vous avez eues avec Olusegun Obasanjo et Alpha Oumar Konaré sont-elles oubliées ?**

FEG : Je n'en veux ni à l'un, ni à l'autre. Nos rapports sont désormais courtois et apaisés.

LTG : *L'un n'a fait que son devoir ; il avait du reste une stature et une légitimité qui nécessairement l'ont conduit à dénoncer le coup d'Etat qui s'est déroulé au Togo ; L'autre, eh bien ma foi ! c'est un militaire, un homme sans grande culture politique ni éthique qui a sacrifié l'honneur à des intérêts mesquins. L'histoire nous éclairera un jour sur la manière dont Obasanjo a réglé le sort des Togolais dans un sens contraire à nos intérêts. Mais le seul fait qu'il ait des difficultés pour quitter le pouvoir et veuille s'assurer qu'il ne sera pas poursuivi rappelle étrangement le besoin et la hantise du clan Eyadéma de se retrouver devant les tribunaux un jour...*

JA : **Quelle est votre analyse de la crise ivoirienne ?**

FEG : Mon père avait pour la Côte d'Ivoire un intérêt soutenu et un attachement à la mesure du lien quasi filial qui l'unissait à Félix Houphouët Boigny. Je ne suis moi qu'au tout début de mon mandat et il serait à la fois malsain et présomptueux de ma part de vous livrer une analyse personnelle. Le Togo ne prend pas parti. Il ne fera jamais rien qui puisse envenimer la situation, d'autant qu'il a sur place un contingent au sein des forces impartiales. Ce que je dis peut apparaître un peu langue de bois, mais il faut me comprendre.

LTG : *Pour une fois, l'intéressé reconnaît ce qu'il pratique le mieux. La langue de bois et le double langage... Mais une sortie de crise en Côte d'Ivoire ne l'arrange pas... et ce n'est pas pour rien que l'un de ces généraux le général TIDJANI s'est « de manière personnelle » rangé du côté des rebelles ivoiriens... ceci à la demande d'une puissance étrangère...*

JA : **Vos relations avec vos voisins ?**

FEG : Excellentes. J'ai beaucoup d'estime et de reconnaissance pour les présidents Compaoré et Kufuor. Ils se sont toujours montrés disponibles et leurs conseils me sont très précieux.

LTG : *Kufuor a clairement pris parti pour le clan Gnassingbé. C'est un obligé de Gnassingbé père. L'homme qui est à la tête d'une démocratie exemplaire s'acoquine avec une des pires dictatures que l'Afrique ait connues. Nous attendons du Président Compaoré qu'il joue véritablement son rôle de facilitateur et d'arbitrage. Si à ce jour, en public, il a une attitude pusillanime, nous espérons que dans les coulisses, il dit des choses qui vont dans le sens de la démocratisation véritable. Les Togolais attendent du facilitateur burkinabé qu'il arbitre en faveur d'un recensement électoral qui ne prête pas à polémique et que les Togolais puissent aller voter en toute sécurité, librement et que leur volonté soit respectée. On peut se demander quel est le rôle du facilitateur surtout quand il doit en référer au Gabon et à la France avant, pendant et après...Faut-il vraiment le conserver surtout que la CEDEAO se retrouve après transformation structurelle avec les mêmes dirigeants qui ont trompé la communauté internationale sur le type de démocratie au Togo...*

JA : La France ?

FEG : Mon père avait avec la France un rapport sentimental, chargé d'Histoire et de souvenirs partagés. Dire qu'il a connus et fréquentés pas moins de cinq présidents français ! Ma relation à moi est sans doute plus professionnelle. J'ai effectué une grande partie de mes études dans ce pays au cours des années 1980. J'en connais les qualités, nombreuses et aussi les petits défauts. Le Togo a désormais avec la France des relations d'Etat à Etat. Chacun défend ses intérêts, le plus souvent convergents mais parfois divergents.

LTG : *Il est dommage que la France officielle depuis de Gaulle, en passant par Pompidou, Giscard, Mitterrand et Chirac n'ait pas choisi le parti de l'avenir, préférant la compagnie de tyrannosaures. Ainsi que le dit Mongo Beti, « l'Afrique dite francophone a été livrée à la démesure des polygames analphabétocrates et sadiques, hâtivement baptisés amis de la France par les psychologues de M. Foccart ; on les voit ici associés à quelques caporaux ou sergents éprouvés au feu de Dien-Bien-Phu, là à un agrégé de grammaire mégalomane, ailleurs à quelque docteur en droit fatigué d'avoir faim. Epouvantable vérité : sous la férule gaullienne et parfois mitterrandienne, la France des réseaux est bien, en Afrique, le mentor de la barbarie et de la rapine, la persécutrice de la vertu et de l'espérance. » Elle se s'est pas encore décidé à se passer de ses colonies. Le Togo tombe malheureusement dans son escarcelle...comme au demeurant d'autres pays comme le Tchad, la Centrafrique, ...*

JA : La Françafrique ?

FEG : Un concept dépassé. Je ne suis pas un homme de réseaux.

LTG : *Faure Gnassingbé est un homme qui aime se payer de mots. Sans une implication active de la France, il n'aurait pu se maintenir au pouvoir. Les réseaux France-africains sont bel et bien actifs au Togo. Charles Debbasch représente, de manière caricaturale, la françafrique. L'homme est réfugié au Togo, fuyant la justice française. Outre Debbasch, l'Ambassadeur de France, les conseillers culturel et économique sont des éléments du dispositif. Les services secrets DGSE, DST sont présents au Togo et constituent aussi des éléments de ces réseaux.*

Sans compter les parlementaires amis (des recalés du suffrage universel, comme ceux détenant toujours des mandats(Christian Philip, député du Rhône, président du groupe d'amitié France Togo, Jacques Godfrain, (UMP), député de l'Aveyron, ancien ministre de la coopération, Robert Pandraud, (UMP) - Seine-Saint-Denis(ancien ministre), Guy Penne, Ancien conseiller pour les affaires africaines de François Mitterrand, ancien Sénateur socialiste, franc-maçon), Patrick Gaubert,(Député européen et président de la LICRA).

Mais il suffit d'être membre d'une loge maçonnique pour que le réseau s'organise pour soutenir son frère... Faure a été intronisé...

RENDRE A CESAR CE QUI LUI REVIENT

JA : C'est la fin des relations exclusives avec Paris ?

FEG : C'est peut-être le début d'une relation adulte. Ce qui ne va pas toujours sans heurts, surtout avec les grandes sociétés françaises qui considèrent le Togo comme une chasse gardée. Autant les diplomates et hauts fonctionnaires français semblent avoir parfaitement compris cette indispensable évolution, autant le secteur privé est à la traîne. Par facilité sans doute, par crainte aussi d'affronter ses concurrents chinois, indien, brésilien ou autres. Sans être, loin de là, anti-française, ma génération s'est débarrassée des complexes qui habitaient la précédente. Je parle l'anglais, je maîtrise l'outil informatique et je sais que le monde ne s'arrête pas aux frontières de l'hexagone...

LTG : *Après avoir bénéficié de largesses et de faveurs de la dictature, les entreprises françaises se retrouvent parfois victimes de l'insécurité juridique grandissante qui caractérise le monde des affaires au Togo. Il est vrai que l'appétit de la classe dirigeante est toujours grandissant et quand elle est contrariée, les entreprises françaises subissent des vexations de la part du pouvoir togolais par l'entremise d'une justice aux ordres. Ce fut le cas avec Total Elf Fina en octobre 2005. Cette insécurité juridique rend difficile toutes privatisations que le gouvernement togolais doit entreprendre sous l'instigation du FMI et de la Banque mondiale. A ce jour, l'UTB, la BTCL, la CEET, sont dans l'attente d'être privatisés. L'inconvénient d'un soutien aux dictatures tropicales, c'est le risque d'être victime un jour de l'arbitraire érigé en norme dans ces pays. La fin des relations exclusives avec la France ne signifie pas qu'elles ne resteront pas des relations privilégiées qui ne se font pas toujours au service des populations togolaises. L'ambiguïté reste entière.*

JA : Entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, pour qui votez-vous ?

FEG : Peu importe qui sera élu, même si, dans un cas comme dans l'autre, je crois que la relation franco-africaine sera différente de ce qu'elle était auparavant.

LTG : *Si l'on fait le bilan des relations franco-togolaises, quelque soit la couleur politique du locataire de l'Elysée voire du Premier Ministre, nous inclinons à la prudence et nous refusons de pronostiquer une orientation de la politique africaine dans le sens de la transparence et pour un soutien marqué au processus de démocratisation. Compte tenu des pesanteurs de l'histoire, des intérêts de la France, de la diplomatie, nous ne devons rien espérer des changements qui s'annoncent. Plus que jamais, c'est la dynamique interne qui nous libérera du joug de la dictature des Gnassingbé. En tout cas, ce que nous ne souhaitons plus voir, c'est un soutien actif de l'Elysée et de sa cellule africaine au Togo. Il y a plus d'appréhension que de satisfaction de l'intéressé... et les candidats français ne sont pas nécessairement à classer en terme de priorité et d'affinité comme des défenseurs des régimes non légitimes.*

JA : Regretterez-vous Jacques Chirac ?

FEG : Dans un rapport d'Etat à Etat, il n'y a pas de regret à formuler. Ce qui n'empêche pas de rendre à César ce qui lui revient. En l'occurrence, le président Chirac a beaucoup fait pour le Togo. Qu'il en soit remercié !

LTG : *Nous ne regretterons pas Jacques Chirac. Ainsi que le titrait un journal panafricain, Le Gri-Gri International (N°64 du 21 décembre 2006) : « encore 136 jours...Avant que l'ambassadeur multicartes-officiant pour le(s) compte(s) du Congo, du Gabon, du Togo, de la Guinée équatoriale, etc., préposé aux affaires africaines et, accessoirement ; Président de la république française, Jacques Chirac ne jette l'éponge, ne rende son costume, ne redevienne un simple justiciable ». Jacques Chirac a fait beaucoup de mal au Togo. Son nom est honni dans les mémoires togolaises. Envers et contre tous, il a été le soutien de la dictature togolaise. En particulier, à la mort de son « ami personnel », Chirac entreprit personnellement de garantir la continuité du pouvoir togolais. Il fut avec son conseiller Afrique Michel de Bonnecorse à la manœuvre pour imaginer toutes ses solutions qui ont abouti à l'installation de Faure Gnassingbé au pouvoir. Ce dernier le regrettera dans quelques mois. Quand les togolais se feront le devoir de mémoire, ils inscriront le nom de Jacques Chirac aux côtés de Gnassingbé père et fils sur le mur des opprobres. Faut-il croire que le lien privilégié de J. Chirac avec le père s'est distendu avec le fils ?*

JA : **En diriez-vous autant des dirigeants allemands, dont on connaît l'intérêt pour votre pays, lequel fut jadis la « colonie modèle » de Berlin ?**

FEG : Absolument pas. L'Allemagne fait preuve à notre encontre d'une hostilité de longue date, dont la persistance aujourd'hui encore m'étonne. Cette position influence hélas une bonne partie des pays membres de l'Union européenne. Heureusement qu'un homme comme Louis Michel, le Commissaire au Développement, a de nos réalités une approche beaucoup plus objective.

LTG : *Par cynisme ou accès de sincérité qui trahit un sentiment de suffisance, Michel de Bonnecorse dit un jour à un homme politique togolais les plus en vue que la France avait sous-traité le dossier togolais à Louis Michel. En effet, ce dernier reconnaît que c'est l'Élysée qui lui a assigné cette mission de s'occuper en particulier du Togo. Jacques Chirac ne pouvait mieux tomber avec un commissaire européen qui fait dans l'emphase et qui a un goût prononcé pour le paraître. Comme Chirac, l'homme aime faire de l'esbroufe. C'est un spécialiste des déclarations chocs. Nous sommes loin du très sérieux Poul Nielson qui assumera son rôle à la tête de la Commission avec rigueur, dans l'intérêt des populations qui doivent recevoir l'aide au développement et soucieux que l'argent du contribuable européen soit bien utilisé. L'UE notamment la présidence et le conseil des ministres doivent éviter la complaisance, voire la compromission d'un Louis Michel qui voit la démocratie partout au Togo. Ce qu'attendent les populations togolaise, c'est que l'UE applique avec sincérité, et rigueur ses propres règles et agisse dans le sens de la transparence en assurant la sécurité des biens et des personnes avant, pendant et après les élections législatives et présidentielles.*

JA : **Le pouvoir, dit-on, tourne la tête. Comment va la vôtre ?**

FEG : Bien, merci. Mais ce que vous dites est exact. Il faut faire très attention à ne pas se couper des réalités. Il faut être patient, avoir de l'éthique et de la morale, il faut lutter contre les phénomènes de cour qui vous isolent de la population. Il faut savoir aussi que, lorsque vous vous déplacez dans le pays entouré d'apparat et de gardes du corps, votre intrusion peut être gênante pour les gens et que ce que vous voyez n'est pas forcément ce qui est.

LTG : *Faure Gnassingbé s'est glissé avec aisance dans les habits de son père. Il a adopté les mêmes gestes, les mêmes mimiques, la même duplicité. Les Togolais ne sont guère abusés. La rue togolaise sait à quoi s'en tenir : son jugement est sévère. Si Faure Gnassingbé croit vraiment ce qu'il dit qu'il retourne en toute humilité devant le peuple souverain tester sa popularité sans les militaires, et sans la fraude.*

JA : Comment se prémunir contre ce mal ?

FEG : Je connais bien ces risques et ces dérives, pour les avoir observés dans l'entourage de mon père. Pour les contrôler et les atténuer, je dois jouer collectif comme on dit et trouver le moyen d'être en contact direct avec les Togolais. J'y réfléchis.

***LTG :** A la bonne heure ! Faure Gnassingbé souhaite entrer en contact direct avec les Togolais. La meilleure manière d'entrer en contact direct avec les Togolais serait de les laisser exprimer librement dans les urnes leur volonté !*

JA : Etre fils de, est-ce un avantage ou un inconvénient ?

FEG : C'est plus un inconvénient car il faut supporter le poids des préjugés et apporter la preuve qu'on mérite réellement le poste. Cela dit, dans l'exercice même de la fonction, c'est un avantage.

***LTG :** En effet, il n'y a aucun mérite à revendiquer l'héritage de Gnassingbé Eyadéma. Il ne s'agit nullement de malignité à l'égard de cet homme qui a été un fléau pour le Togo et dont la descendance poursuit l'œuvre maléfique. Faure Gnassingbé tient bien de son père : une entrée en carrière à nulle autre pareille et sanglante*

JA : Considérez-vous que votre période d'apprentissage est achevée ?

FEG : Pas tout à fait. Il y a des habitudes acquises, comme celle de fonctionner avec mes collaborateurs par SMS, dont je ne me suis pas encore tout à fait départi. Parfois, j'ai encore l'impression d'être le spectateur du président que je suis devenu. Avant que les deux personnages ne fassent qu'un, il me faut un peu de temps.

***LTG :** Nous espérons vivement que son passage à la tête du Togo ne sera qu'une rapide et brève parenthèse. En effet, certains parlent de la malédiction des 40 ans... Elle devrait alors prendre fin rapidement en 2007... Dieu seul sait comment !*

JA : Quel modèle voyez-vous pour le Togo ?

FEG : L'expérience que mène depuis plus de sept ans au Maroc le roi Mohammed VI me paraît exemplaire. En termes de modernisation économique, sociale et politique, c'est une vraie réussite. Le roi et moi sommes de la même génération et nous avons un itinéraire semblable. Ses conseils me sont précieux, même si entre une monarchie millénaire et une jeune république les comparaisons ne sont pas toujours raison. La Tunisie est également, dans le domaine du développement, un bon modèle, tout comme le Ghana voisin.

***LTG :** Il est significatif que les modèles de Faure Gnassingbé soient le Maroc, une royauté, la Tunisie, une dictature et le Ghana de Kufuor dont on sait qu'il n'est pas exemplaire en matière de gouvernance. Pourquoi les modèles asiatiques ne sont pas mentionnés ? Faut-il croire que les modèles sont les personnalités et non la gestion dans les pays ?*

JA : Avez-vous été révolutionnaire dans votre jeunesse ?

FEG : Disons que quand j'étais étudiant, mes références politiques n'étaient pas du tout celles qui étaient en vigueur à l'époque au Togo. Cela faisait sourire mon père, qui savait que je finirai par mûrir.

***LTG** : Les Togolais ont expérimenté dans la douleur et le sang, l'évolution politique de Faure Gnassingbé, putschiste, et chef de junte. Drôle de maturation ! sauf à invoquer un atavisme dont le père savait qu'il finirait par se révéler un jour. Faure qui a vécu dans la facilité ne peut vraisemblablement pas être taxé de « révolutionnaire » ni dans l'esprit... ni de part ses lectures... Il n'est pas intéressé à un changement mais plutôt par une conservation du pouvoir... C'est un vrai conservateur qui ajuste les formes...*

Le Togo n'a toujours pas de Première Dame. Songez-vous à vous marier ?

FEG : (Rires). Je n'ai pas entendu votre question.

***LTG** : A cet égard, le jeune « dictateur » « célibataire » que la France chiraquienne a donné au Togo est un véritable patachon coureur de jupons. Il faut peut-être suivre de près la nouvelle patronne des impôts au Togo...*

La rédaction letogolais.com